

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/6**

9 août 1995

(95-2357)

---

## **Comité des subventions et des mesures compensatoires**

### MODELE DE QUESTIONNAIRE POUR LES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS PRESENTEES AU TITRE DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES ET AU TITRE DE L'ARTICLE XVI DU GATT DE 1994

adopté par le Comité le 21 juillet 1995<sup>1</sup>

#### Règles générales

1. Les subventions ci-après doivent faire l'objet de notifications conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article XVI du GATT de 1994:
  - a) toutes les subventions spécifiques, telles qu'elles sont définies aux articles premier et 2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("l'Accord SMC"), seront notifiées conformément à l'article 25.2 de l'Accord SMC;et
  - b) toutes les autres subventions (autre celles décrites à l'alinéa a)), qui ont directement ou indirectement pour effet d'accroître les exportations d'un produit du territoire du Membre qui accorde ou maintient les subventions, ou de réduire les importations de ce produit sur son territoire, seront notifiées conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994.
2. Il est entendu que les notifications présentées conformément au modèle de questionnaire ci-après satisferont aux prescriptions en matière de notification de l'article 25 de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT de 1994.
3. Tout Membre qui estime qu'il n'y a pas sur son territoire de mesures qui doivent être notifiées en vertu de l'Accord SMC et de l'article XVI du GATT de 1994 en informera par écrit le Secrétariat.
4. La teneur des notifications devrait être suffisamment précise pour permettre aux autres Membres d'évaluer les effets sur le commerce et de comprendre le fonctionnement des subventions notifiées.

---

<sup>1</sup>Le Comité est convenu que ce modèle de questionnaire, qui remplace le questionnaire utilisé pour les notifications au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947 que les PARTIES CONTRACTANTES avaient approuvé (IBDD, S9/203-204), devrait être soumis au Conseil du commerce des marchandises pour approbation.

5. Il est reconnu que la notification d'une mesure ne préjuge ni du statut juridique de celle-ci au regard du GATT de 1994 et de l' Accord SMC, ni des effets au sens de l' Accord SMC, ni encore de la nature de la mesure elle-même.
6. Dans la mesure où les subventions sont accordées pour des produits ou secteurs spécifiques, les notifications devraient être structurées par produit ou secteur.
7. Dans la mesure où les renseignements demandés dans une question ne sont pas fournis, la raison en sera indiquée dans la réponse à cette question.
8. Conformément à l'article 25.1 de l' Accord SMC, les notifications concernant les subventions seront présentées chaque année au plus tard le 30 juin.
9. Les Membres présenteront de nouvelles notifications complètes tous les trois ans (étant entendu que 1995 sera l' année où de nouvelles notifications complètes seront présentées pour la première fois au titre de l' article 25 de l' Accord SMC et de l' article XVI du GATT de 1994) et, dans l' intervalle, des notifications de mise à jour.

Renseignements à fournir<sup>2</sup>

1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention.
2. Période sur laquelle porte la notification.
3. Objectif général et/ou objet de la subvention.
4. Fondement et législation (y compris l' indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée).
5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.).
6. A qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d' autres personnes; par quel mécanisme; s' il s' agit d' une somme fixe par unité ou d' une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée).
7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n' est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l' année précédente). Dans les cas où il n' est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l' année sur laquelle porte la notification, pour l' année précédente, ou pour les deux), donner une explication circonstanciée.

---

<sup>2</sup>Les renseignements demandés aux points 1 à 9 doivent être fournis en totalité:

- a) pour toutes les subventions s' il s' agit d' une notification complète
- b) pour les subventions notifiées pour la première fois s' il s' agit d' une notification de mise à jour.

Si les subventions ont déjà été notifiées, il suffira d' indiquer dans les notifications de mise à jour, au sujet des points 3, 4, 5, 6 et 8, que telle ou telle modification est intervenue (ou qu' il n' y a pas eu de modifications) depuis la notification précédente.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application.
9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce. La nature spécifique de ces données et le cadre statistique sont laissés à l'appréciation du Membre auteur de la notification. Cependant, dans la mesure du possible, et pour autant que cela sera pertinent et/ou déterminable, il est souhaitable que ces renseignements comprennent des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations du (des) produit(s) ou du (des) secteur(s) subventionné(s):
  - a) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
  - b) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.